

- Les actions des marchés développés ont augmenté en juillet, tandis que les marchés émergents ont reculé en raison de signes continus de ralentissement de la croissance économique mondiale. Les rendements des obligations gouvernementales canadiennes ont augmenté pour presque toutes les échéances en juillet.
- Les négociateurs de haut rang des États-Unis ont conclu les pourparlers commerciaux récemment repris avec la Chine à la fin de juillet. Le président Donald Trump a annoncé que les États-Unis imposeraient des tarifs de 10 % sur 300 milliards de dollars de biens chinois à compter de septembre.
- Les principales banques centrales continuent d'aider les investisseurs, car elles ont promis de baisser les taux d'intérêt et d'offrir d'autres formes d'accompagnement monétaire (si elles ne l'ont pas déjà fait).

Contexte économique

Les actions des marchés développés ont augmenté en juillet, tandis que les marchés émergents ont reculé en raison de signes continus de ralentissement de la croissance économique mondiale. Sur le plan régional, le Moyen-Orient a affiché certains des meilleurs rendements par pays – la Turquie et les Émirats arabes unis ont enregistré les meilleurs résultats du mois; Israël et Qatar ont aussi produit certains des meilleurs résultats – tandis que l'Europe et l'Asie ont tiré de l'arrière par rapport au reste du monde.

Les rendements des obligations gouvernementales canadiennes ont augmenté pour presque toutes les échéances en juillet. Les taux des obligations du Trésor américain à échéances plus courtes ont reculé, tandis que les taux à court et à moyen terme ont augmenté, ce qui a permis de réduire (mais non d'éliminer) l'inversion de la courbe de rendement qui persiste depuis le printemps. Les taux des obligations gouvernementales ont reculé pour toutes les échéances au Royaume-Uni et dans la zone euro au cours du mois.

Les négociateurs de haut rang des États-Unis ont conclu les pourparlers commerciaux récemment repris avec la Chine à la fin de juillet. Le président Donald Trump a annoncé le 1^{er} août que les États-Unis imposeraient des tarifs de 10 % sur 300 milliards de dollars de biens chinois à compter de septembre, pour couvrir essentiellement toutes les importations qui ne sont pas encore frappées de tarifs. La Chine a répondu qu'elle irait de l'avant avec des mesures de représailles si les tarifs sont imposés, mais la relation commerciale inégale fait en sorte qu'un bassin limité d'exportations américaines vers la Chine peut être frappé de tarifs (même si la Chine a permis au yuan, sa devise, de se déprécier au début août en tant que contre-mesure). Le Congrès américain a approuvé une entente budgétaire de deux ans à la fin juillet, comme prévu, étant donné le soutien bipartite suffisant.

Boris Johnson est entré en fonction à titre de premier ministre du Royaume-Uni et de leader du Parti conservateur vers la fin de juillet, et s'est engagé à aller de l'avant avec sa promesse électorale de se retirer de l'Union européenne (UE), avec ou sans entente Brexit, le 31 octobre. Il a signalé qu'afin d'éviter un départ sans entente, l'UE doit laisser tomber la question de filet de sécurité (« backstop ») avec l'Irlande, qui fait partie de l'entente conclue entre l'ancienne première ministre Theresa May et l'UE, avant toute renégociation substantielle. Les négociateurs de l'UE, quant à eux, ne comptent pas rouvrir l'entente de retrait conclue avec madame May.

Vers le milieu du mois de juillet, le parlement européen a approuvé Ursula von der Leyen, membre de longue date du cabinet de la chancelière allemande Angela Merkel, pour succéder à Jean-Claude Juncker, à la présidence de la Commission européenne à compter de novembre. Au début du mois, David Sassoli, un membre italien du Parlement européen, a été élu et a immédiatement commencé à servir en tant que président de l'organe législatif de l'UE. Le Conseil européen a sélectionné le premier ministre belge Charles Michel pour succéder à Donald Tusk à titre de président plus tard cette année; il a aussi nommé Christine Lagarde, présidente et directrice générale du Fonds monétaire international, pour succéder à Mario Draghi en tant que présidente de la Banque centrale européenne avant la fin de l'année.

Les relations commerciales entre le Japon et la Corée du Sud ont commencé à se détériorer en juillet, lorsque le Japon a resserré les exportations de matériaux essentiels au secteur du matériel de technologie de la Corée du Sud. Au début d'août, chaque pays a réduit le statut de relation commerciale de l'autre pays, afin de tenter d'imposer des barrières qui pourraient faire pression sur le commerce.

Banques centrales

- Comme prévu, la Banque du Canada a gardé son taux directeur inchangé à 1,75 % en juillet. La prochaine rencontre de la banque centrale est prévue pour le 4 septembre. Si la Réserve fédérale américaine (Fed) réduit ses taux davantage, la Banque du Canada pourrait ressentir de la pression d'emboîter le pas.
- Le Federal Open Market Committee (FOMC) des États-Unis a voté pour réduire le taux des fonds fédéraux de 0,25 % à la fin de juillet, conformément aux attentes. Toutefois, les déclarations qui ont accompagné le vote suggéraient que la baisse devrait être considérée comme un rajustement de milieu de cycle, plutôt que le début d'un cycle d'assouplissement. Le ton plus conciliant a aussi entraîné la conclusion anticipée du programme de réduction du bilan de la Fed, prévue au départ pour septembre. Ces mesures accommodantes ont eu lieu tandis que l'inflation est inférieure à la cible et en période d'incertitudes à propos du commerce.
- Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre ne s'est pas réuni en juillet. Toutefois, son annonce du 1^{er} août n'a indiqué aucun changement de politique et a conservé une préférence de contingence en cas de Brexit pour un resserrement de politique.
- La Banque centrale européenne n'a apporté aucun changement lors de sa rencontre de la fin juin. Toutefois, elle a communiqué sa volonté d'envisager la possibilité d'entraîner les taux de référence en territoire encore plus négatif et un besoin d'explorer des options qui pourraient mener à un nouveau programme d'achats d'actifs.
- La Banque du Japon n'a annoncé aucun changement de politique après sa rencontre de la fin de juillet.

Données économiques

- Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a reculé de 0,1 % en juin et a décéléré à 2,0 % (depuis 2,4 %) pour les douze derniers mois. Le ralentissement de l'inflation peut largement être attribué à la baisse des prix de l'énergie, particulièrement de l'essence. Les prix à la production ont nettement reculé. L'indice des prix des produits industriels (IPPI) a reculé de 1,4 % et l'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a chuté de 5,9 % en juin. Au cours des 12 derniers mois, l'IPPI a reculé de 1,7 % et l'IPMB, de 5,9 %. De façon semblable aux prix à la consommation, la faiblesse des données peut être attribuée au recul des prix de l'énergie.
- Aux États-Unis, les conditions manufacturières sont entrées en territoire de légère expansion en juillet, tandis que l'activité du secteur des services a accéléré à des niveaux lents, mais plus sains. Le taux de chômage est resté stable à 3,7 %, ce qui se rapproche d'un plancher des 50 dernières années, et le taux de participation de la main-d'œuvre a augmenté à 63 %, car les employeurs ont continué d'embaucher des travailleurs à un rythme modéré. La croissance économique aux États-Unis a atteint un taux annualisé de 2,1 % pendant le deuxième trimestre, en baisse depuis 3,1 % au premier trimestre.
- Les conditions manufacturières au Royaume-Uni se sont contractées au même rythme en juillet qu'en juin, tandis que l'activité dans le secteur des services est restée stable. Le taux de revendications de chômage est passé de 3,1 % à 3,2 % en juin; pendant la période de mars à mai, l'expansion des salaires moyens sur douze mois est passée de 3,1 % à 3,4 % et le taux de chômage est resté stable à 3,8 %.
- Les conditions manufacturières dans la zone euro se sont contractées en juillet; il s'agit du sixième mois consécutif de récession. L'activité du secteur des services a continué de progresser à un rythme modéré. Les conditions du marché de l'emploi sont restées inchangées en juin, avec le taux de chômage restant stable à 7,5 %. La croissance économique de la zone euro a été réduite de moitié pendant le deuxième trimestre à un rythme de 0,2 %, faisant passer le taux sur douze mois de 1,2 % à 1,1 %.

Répercussions sur les marchés (en dollars canadiens)

Les marchés boursiers mondiaux ont connu une légère hausse en juillet, même si les résultats ont été assez mitigés par pays. Les gains des États-Unis ont été en tête des marchés étrangers, suivis de ceux du Japon, tandis que l'Europe, le Royaume-Uni et les marchés émergents ont enregistré une baisse. Les actions canadiennes ont enregistré de légers gains. La consommation discrétionnaire et la technologie ont le mieux performé, tandis que l'énergie et les soins de santé ont reculé.

Les marchés nationaux de titres à revenu fixe ont connu une légère hausse. Malgré les faibles données d'inflation, les obligations à rendement réel ont bien performé, étant donné qu'elles ont tendance à avoir un profil de durée (sensibilité plus grande aux taux d'intérêt) plus longue. Les obligations à rendement élevé américaines ont bénéficié de l'amélioration de l'optimisme des investisseurs.

Données indicielles (juillet 2019)

- L'indice composé S&P/TSX a augmenté de 0,34 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de 0,17 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a gagné 1,93 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a augmenté de 0,78 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 0,44 % (couvert contre le risque de change) et 1,00 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », est passé de 15,08 à 16,12.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont peu changé, passant de 58,47 \$ US à la fin de juin à 58,58 \$ US le dernier jour de juillet.
- Le huard est resté pratiquement inchangé contre le dollar américain; il a terminé le mois à 1,31 \$ CA par \$ US. Le dollar américain s'est légèrement raffermi. Il a terminé le mois à 1,22 \$ US contre la livre sterling, à 1,11 \$ US contre l'euro et à 108,58 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières peuvent être incomplètes ou changer sans préavis.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques particuliers. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels d'un Fonds SEI. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.